Production de l'opacité :
oubli, productivité dans une enquête de terrain

Mohamed Brahim SALHI*

Silence et oubli : des ponctuations significatives

«Çà ne donne rien ! » : ce constat (ou cette expression) est fréquent (e) chez beaucoup de chercheurs qui commencent une enquête de terrain. C'est particulièrement le cas de certains objets d'étude très sensibles à la conjoncture (exemple du religieux, de l'identitaire, etc.).

Ces objets «brûlants» apparaissent de prime à bord comme rebelles à l'investigation scientifique. La difficulté est d'autant plus importante si le chercheur se place strictement du point de vue de la sociologie. Nous savons par expérience que le «fétichisme sociologique» c'est-à-dire cette tendance à réduire l'investigation sociologique (ou à l'enfermer dans) à la confection d'un questionnaire et à sa passation, bride à la fois l'imagination du chercheur et ampute l'action de toute sa profondeur. Cette action est essentiellement insérée dans une trajectoire tissée (ou tricotée) autour des enjeux du groupe et/ou de l'individu. Sa profondeur est en outre historique, qu'il s'agisse du «passé simple», de l'acteur, ou de l'histoire du groupe auquel il appartient (famille, lignage ou, de façon générale, de sa société). Par ailleurs, et les travaux de Georges Balandier[1] en apportent l'une des meilleures démonstrations, dans des sociétés ayant subi la domination coloniale et donc un processus de modernisation[2] externe, forcé, en tout cas surimposé, les réalités sociales, les modes relationnels, le

* Sociologue, université de Tizi-Ouzou/chercheur CRASC.

1 Balandier, Georges.- *Sens et puissance*.- Paris, Edition PUF, 1981 ; Anthropologie politique.- Paris, Edition PUF, 1984.

2. Balandier, Georges.- *Anthropologie politique*.- p.p. 186-217.

jeu institutionnel, etc., sont souvent de nature ambivalente[3]. Cela signifie qu'au fond, comme le souligne Georges Balandier «tout ne change pas et ce qui change ne change pas en bloc». L'investigation sociologique doit nécessairement aussi s'adosser à l'anthropologie et dans certains cas aussi à l'histoire. En disant cela, nous ne postulons pas *a priori* à une interdisciplinarité, mais nous posons comme nécessaire, sur des objets précis, un recours à l'outillage de disciplines voisines.

Par conséquent, cela étant posé, une bonne maîtrise des techniques d'investigation sociologique n'évite pas toujours les impasses et cela surtout lorsqu'on s'imagine, du haut d'un questionnaire ou d'un guide d'entretien «bien fait», que la collecte de données est *a priori* acquise. Que peut-il se passer aux premiers refus de répondre ? Comment réagir face aux oublis, aux lacunes ? Ou encore – et cela est bien plus redoutable – que faire d'un discours prolixe mais entendu ? À ce sujet, bien rares sont les chercheurs qui n'ont pas connu ces moments d'angoisse et de tension. Les réactions peuvent être de deux types :

- réajustement de la technique d'investigation par la recherche des éléments contre-productifs (questions «gênantes», ou mal formulées, relation d'enquête mal engagée en raison par exemple d'une suspicion à l'égard de l'enquêteur…).
- abandon de l'enquête qui est fréquent.

Pour le premier type, l'on ne peut *a priori* et *in abstracto*, préjuger des objectifs du réajustement. Dans le deuxième cas en revanche, il est possible, à la lumière de notre expérience, de dire que cette réaction est naïve. Non pas que les silences, les oublis, les lacunes, ne soient pas redoutables, mais parce qu'il faut en tenir compte, dans le sens où, il faut s'outiller pour les lire, leur donner sens, car, nous le verrons plus loin, ils sont un donné aussi important que le discours explicite que peut délivrer l'enquêté. Il est important de souligner ici que nos objets d'étude en science

3 Sur la modernisation politique et son ambivalence, voir B. Badie, *les Deux Etats. Pouvoirs et société en Occident et en terre d'Islam*, Fayard, Paris, 1987 (notamment p. 19-55, "Les contrastes de deux dynamiques culturelles ") et *l'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris, 1992 .

sociale sont «vivants» ou «chauds», pris dans des contextes, dans une histoire qui se fait au moment même de l'enquête. Au moment du face-à-face entre enquêteur et enquêté, ce dernier doit être considéré comme nécessairement inscrit dans une trajectoire et probablement occupé quelque part à gérer une position quelconque dans son groupe (communauté, institution, etc.). Il se représente le monde et se représente lui-même dans celui-ci. De plus, il se représente aussi l'événement ou la situation qui fait objet de l'enquête. Face à l'enquêteur, il s'agit souvent pour lui de «négocier» une image de soi qui est la plus favorable (ou la plus haute). Nous savons que sur des objets précis, le discours est toujours construit, et, au demeurant, la situation du face-à-face structure autant le discours que la posture. Il y a donc gestion de la relation d'enquête.

En 1985, au cours d'une enquête sur les établissements religieux kabyles, notre intermédiaire à Sidi-Amar-el-Hadj (Aït Idjeur) n'a commencé à nous livrer des informations qu'en présence de plusieurs personnes appartenant au village ou au lignage. Nos données d'archives nous ont informés sur les tensions et les conflits passés. Notre témoin privilégié, en rassemblant d'autres personnes, était soucieux de faire en sorte qu'ils assistent à un discours qui devait recevoir un maximum de garanties du groupe. La relation d'enquête est donc gérée en ce sens que l'enquêté la déplace vers des acteurs non prévus pour nous mais essentiel pour libérer un discours sur la *zawiya* en question. En fait, cette mise en scène s'est révélée être le matériau le plus intéressant. Le fait que, au sein de la petite assemblée à laquelle nous avons eu affaire, ne figurent pas toutes les composantes du lignage indique que la fracture des années 1946-1947[4] alimente toujours une tension. Cet aspect n'a été relevé par aucune personne présente. Et c'étaient précisément, nous l'avons compris, cet aspect qu'il fallait taire pour «gérer» (*voir plus haut*) l'enquête. La recherche d'archives, et donc la démarche de l'historien, la mise en perspective de la permanence de vieilles segmentations, et par conséquent le recours au stock de

4. En 1946, la zawiya de SidiAmar-el-Hadj fut secouée par un violent conflit entre partisans de l'*islah* et traditionalistes. L'affrontement engendra la fermeture de l'établissement, puis son déclin.

l'anthropologie, étaient incontournables pour rendre compte de cette réalité.

Avouons aujourd'hui que notre guide d'entretien n'a connu qu'un usage limité. Destiné à un témoin particulier, il était projeté pour fonctionner dans une situation de face-à-face avec lui ; or, il a fallu dans le nouveau contexte plus observer qu'écouter, plus repérer le jeu des intervenants en fonction de leur statut dans le groupe et l'élaboration contrôlée d'un discours de groupe, que glisser toutes les questions soigneusement consignées dans notre guide. «Veiller à ramener l'enquêté à l'objet de l'enquête», «organiser les transitions», «préparer des questions relance» sont quelques principes soulignés par les manuels de méthodologie. Il convient à notre sens d'ajouter «saisir le climat dans lequel se déroule l'enquête», en noter soigneusement les aspects et surtout garder un repérage pratique de la manière dont l'enquêté organise le décor de l'entretien. Enfin, s'il faut relancer l'entretien, il faut surtout prendre note du silence et le contextualiser dans le déroulement du discours, un peu comme ce que l'on fait en relisant un texte : marquer dans l'économie générale du texte les ponctuations qui donnent sens. Les silences doivent probablement être traités ainsi. Il est évident que l'usage dans ce cas d'un questionnaire n'aurait strictement rien donné : cette technique doit, à notre avis, être, bien entendu considérée comme pertinente, mais aussi être, dans nombre de situations, soumise à des réserves quant à sa productivité sur le plan qualitatif. En disant cela, il est vrai très rapidement, nous souhaitons inviter chercheurs et étudiants, dans nos universités, à ouvrir un débat, largement entamé ailleurs, sur la quantification. Ce qui revient à ouvrir le débat du post-positivisme dans le champ scientifique en Algérie.

Un objet, un terrain

À partir d'un travail de recherche sur une confrérie religieuse algérienne, la *rahmaniya*, entrepris en 1975 et achevé en 1979, les indices puisés dans les documents d'archives nous ont invités à un questionnement sur l'incidence du mouvement réformiste en Grande Kabylie. Qui sont ses acteurs ? Quels sont ses foyers actifs ? Comment ce mouvement de refonte religieuse est-il représenté plusieurs décennies après son éclosion, et ce en milieu

kabyle ?

Les données d'archives ou livresques[5] consultées à l'époque (début des années 1980) nous ont conduits à une première conclusion : le mouvement réformiste est peu représenté en Grande Kabylie. Son audience est circonscrite à des foyers de plaine, et, malgré un travail précoce (1933), aucune personnalité d'envergure n'apparaît à la tête de ce mouvement en Grande Kabylie. De plus, à lire la littérature réformiste elle-même, il semble *a priori* que l'association fondée par Abdelhamid Ben Badis entreprend un véritable travail missionnaire dans une région généralement dépeinte comme, pour reprendre les termes de Tewfik el-Madani[6], «perdue» en raison d'une forte acculturation par l'école. Enfin, le poids, l'influence et l'enracinement du courant nationaliste radical (PPA-MTLD) d'abord dans l'émigration (l'Étoile nord-africaine), puis en milieu montagneux et villageois au tournant des années 1940, tendent à faire penser à un terrain acquis exclusivement au courant politique indépendantiste.

Les premières enquêtes de terrain confortent cette hypothèse. Or, ce discours entendu occulte largement ce que nous mettrons à jour, grâce au retour à l'archive, c'est-à-dire une présence assez forte de poches réformistes dans le Djurdjura. Sur le terrain – limité, il est vrai, aux lignages religieux et à leur établissement –, nos enquêtés se sont le plus souvent contentés de dire : «Les *oulémas*, on les connaît, mais ils n'ont dérangé personne !» ou encore «Ce sont de grands *alems* !».

En ville, ou pour la période qui nous intéresse (1940-1950) en milieu pré-urbain, nous pressentions une enquête plus productive. Nos indices de toute première main sur le réformisme indiquent qu'un milieu comme Tizi-Ouzou est un foyer réformiste ou pour le moins un espace de déploiement significatif. Les agents du mouvement religieux peuvent être repérés dans les listes des sections réformistes publiées par la presse de ce mouvement. La pré-enquête (1989-1990) a consisté à prendre les contacts en utilisant les réseaux familiers. Sur ce point au demeurant il faut insister

5. Particulièrement l'ouvrage de Merrad, Ali.-*le Réformisme musulman en Algérie de 1925-1940*.- Paris, Mouton et co., 1967.

6 Nadir, A..-*le Mouvement réformiste algérien. Son rôle dans la formation de l'idéologie nationale*.- Paris, thèse de troisième cycle, 1968.-p. 212 –230.

sur le fait qu'une excellente connaissance du milieu[7] accroît la productivité d'une enquête. Mais il est possible aussi que la proximité de

7. " Excellente connaissance " signifie que le chercheur ne se contente pas de la familiarisation mais qu'il met à plat les éléments d'information, et les objective.

l'enquêteur avec un milieu (son milieu) fasse obstacle. Son statut au sein du groupe prime sur son statut d'enquêteur[8].

Pour notre part, tant que nous n'avions pas fait part de données précises sur l'objet d'étude, les personnes pressenties pour tisser les premiers contacts s'en tenaient d'abord à des généralités puis quasiment à un refus de décliner des noms.

Les généralités sont un élément clef dans la production de l'opacité. La confusion (volontaire ?) dans les dates ou les périodes, l'incertitude sur l'appartenance à un mouvement politique ou religieux (UDMA ? PPA ? oulémas ?) donnent au chercheur l'impression d'un écheveau difficile à délier. À ce stade de l'enquête, notre questionnement a été renouvelé. Plutôt que de conclure à une impossibilité, et parce que la pauvreté des données ne pouvait signifier que le mouvement réformiste n'avait pas laissé de traces marquantes, il fallait renverser la question. L'opacité n'est-elle pas un indice d'une stratégie tendant à recouvrir des enjeux encore en fonction ?

Un homme et un lieu ont servi d'indices essentiels pour contourner l'opacité des premiers entretiens : Hassen Hammoutène (connu à Tizi-Ouzou sous le nom de cheikh Hassen) et la *chabiba* de Tizi-Ouzou. L'homme en question est directeur de l'institution réformiste de sa création (1944) à sa fermeture (1963) et représente le profil-type de l'islahiste. Reversé dans l'enseignement après l'indépendance, il demeure actif dans le champ culturel tizi-ouzien des années 1970. L'institution, pour sa part, est ce que le réformiste a le mieux réussi en Grande Kabylie, autant par son envergure (deux cents à trois cents élèves) que par son audience auprès, en particulier, des notabilités locales émergentes en 1930-1940. Pourtant, si cette *médersa* et l'un de ses principaux animateurs sont connus de nos enquêtés, ils ne sont pas qualifiés comme tels (réformistes).

Mohamed Seghir Feredj, initiateur de la section réformiste tizi-ouzienne qu'il présida en 1937, évoque sans insistance la *chabiba* et ne fait pas cas du travail du cheikh Hassen (entretien de décembre 1991). Son ouvrage sur l'histoire de la ville de Tizi-

8. Nombre d'étudiants, par commodité, s'orientent ainsi vers des terrains familiers : ville, village, quartier, leur association, etc. Il est utile qu'ils notent la possibilité de contournements ou d'obstacles liés à leur statut.

Ouzou[9] consacre trois pages et demi[10] à «l'œuvre des oulémas en Kabylie» et quelques lignes seulement à la *chabiba*, ne donnant aucun détail sur les acteurs et le fonctionnement de la *médersa*. Notre entretien avec lui ne fera pas avancer les choses. Pourtant, il s'agit là d'un témoin privilégié. Mohamed el-Kechaï, animateur important des Scouts musulmans algériens (SMA), militant PPA d'abord puis ouléma-UDMA ensuite, dirigeant des Boys scouts musulmans d'Algérie après 1947 (scission avec les SMA), nous paraissait aussi être un deuxième témoin privilégié, d'autant qu'il faisait partie, selon les sources d'archives, du bureau de l'association d'éducation *el-Chabiba*. Deux longs entretiens avec lui révéleront la même tendance à éviter à la fois de parler de cette institution mais aussi de l'*islah* en milieu tizi-ouzien (entretien en octobre 1994). El-Kechaï comme Feredj ont, avant d'adhérer au réformisme, milité au sein du PPA. Dans l'entretien, c'est cela qui est mis en perspective. Dans un ouvrage récent[11], el-Kechaï ne fait pratiquement pas cas de l'action réformiste, de ses acteurs et de ses institutions à Tizi-Ouzou. Quant aux anciens élèves de la *chabiba*, ils retiennent une image forte de leur directeur, mais tout se passe aujourd'hui comme si l'empreinte réformiste était absente.

Cette enquête, cette recherche sur le réformisme en Grande Kabylie, ont paru lourdes de contournement, de non-dits. Le recours à l'archive, tout en dissipant l'opacité des discours tenus par les enquêtés, ne résout pas le problème d'une parcimonie volontaire de l'information. En fait, tout cela incite à s'interroger sur la représentation de l'*islah* et des islahistes au tournant des années 1990 dans cette région en général, et cette ville en particulier.

Représentations et poids de la conjoncture

Sans développer dans le détail nos analyses, l'on peut globalement retenir que la mise en rapport de l'objet de l'enquête avec

9. Seghir Feredj, Mohamed.- *Histoire de Tizi-Ouzou, des origines à 1954*.- Alger, ENAP,.
10. Idem.-p.p. 206-208.
11 El-Kechai, Mohamed.- *60 années de lutte*, Aurassi, Tizi-Ouzou.- 1997.

la conjoncture (celle des années 1990-1991, marquée au plan national par la montée de l'islamisme et au plan local par la revivification politique de la revendication amazigh), ou bien avec des aspects précis de l'histoire locale (notamment les conflits avec le courant nationaliste radical PPA-MTLD), diminue considérablement la productivité des entretiens. Chaque fois que ces éléments surgissent dans l'entretien, ce dernier est réorienté délicatement par l'enquêté. C'est à ce moment-là qu'apparaissent des silences lourds.

En fait, du point de vue de l'enquête, c'est à ce moment aussi qu'il y a intrusion (réelle ou soupçonnée) de l'enquêteur dans des questions «chaudes», tendant à réinscrire une histoire personnelle dans un débat d'actualité. Sur le plan de la représentation de soi, il convient de comprendre, qu'au tournant des années 1990, il y a une difficulté majeure pour un islahiste à revendiquer son appartenance au courant réformiste. En effet, localement, la difficulté (ou plutôt le refoulement de cette appartenance) tient objectivement au fait que cette affirmation se ferait dans un groupe fortement occupé à baliser son insularité, pour échapper au double soupçon d'avoir été exclu en son temps l'identité amazigh et d'avoir constitué plus tard le fondement de la politique de l'État national en matière culturelle et linguistique.

Par ailleurs, dans les années 1990, il est courant de voir en l'*islah* l'ancêtre du courant islamiste. Ce qui est évidemment discutable. Mais, dans l'univers local, ce lieu commun est un élément dont il faut tenir compte et qui représente un obstacle majeur dans l'approche du terrain. Par conséquent, les anciens islahistes, dans ce contexte, ne s'ouvrent à l'enquêteur qu'en lissant leurs propos. Par ailleurs, dans l'analyse des entretiens, le renforcement des éléments objectivement valorisants (proximité du PPA, événement du 8 mai 1945[12]) tient au fait que les enquêtés ont probablement vécu leur non-appartenance au «parti de l'indépendance» comme peu légitimante. On comprendra alors la production d'éléments opacifiants dans leurs discours (confusion des acteurs dans le champ politique local).

12. Les deux témoins cités ont été arrêtés en 1945.

En ce qui concerne la montagne, les oublis ou les silences peuvent aussi s'expliquer par les positions occupées par les agents religieux, objets de l'enquête.

Les enquêtes ont pratiquement commencé en 1985-1986 pour se poursuivre ponctuellement jusqu'à la fin de l'année 1991. Il faut rappeler que, en 1975, nombre d'établissements encore en fonction ont été érigés soit en instituts islamiques (*zawiya* d'Akhal Abderkane, Beni-Douala, Sidi-Abderrahmane el-Yaluli, Ath Idjer), soit en points de formation habilités par le ministère des habous, qui par ailleurs en rémunère, en totalité ou très partiellement, le personnel. L'on peut comprendre dès lors la volonté de ne pas réactualiser l'histoire des relations avec le réformisme dont la présence et la prégnance au niveau de la bureaucratie religieuse officielle sont importantes. La situation a évolué à la fin des années 1980 et au tournant des années 1990. Après une «néo-campagne» anti-maraboutique accompagnant la réactivation du courant revendicatif amazigh, dans sa version politique, une sorte de retournement brutal s'opère après le déferlement d'un islamisme qui viole et tend à pénétrer la Kabylie. Le retour à «l'islam des ancêtres», à la religion populaire, ouvre tout aussi brutalement une sorte de réhabilitation des agents et des pratiques religieuses doublement refoulées après l'avènement de l'État national : par ce dernier, qui épouse les catégories du discours islahiste, mais aussi par les tenants d'une «modernité» qui se représentent le monde avec une «minoration» du lien religieux – «minoration défensive», dans la mesure où elle est un contre-argument à une religion représentée comme le lien social et politique primordial. Le retournement dont il est question perceptible en Kabylie est, il faut le souligner, précédé par une mise en visibilité des activités rituelles. En réalité, la violence de l'affrontement politico-religieux et de la polémique sur les fondements de l'identité nationale fait que l'intérêt pour la «religion populaire» s'inscrit dans un mouvement de reflux vers des repères religieux de défense collant le mieux possible à une «modernité» nourrie aux sources des valeurs locales.

Le champ s'ouvre donc à un climat local plus propice à l'investigation, même si celle-ci ne peut toujours pas aller en

profondeur ou élargir son spectre. C'est l'objet même «religion populaire» qui se requalifie. Sur le terrain, le silence ou l'oubli des relations conflictuelles avec le réformisme peut désormais s'expliquer autrement.

Dans la conjoncture 1990-1996, la bureaucratie religieuse, les anciens islahistes qui y sont impliqués et les agents religieux traditionnels partagent la même position dans le champ religieux face à la nouvelle prophétie, l'islamisme, qui les menace ou les combat, y compris physiquement. Les anciennes «querelles» pèsent donc d'un poids relatif, la mémoire devient plus sélective. Et par conséquent l'oubli tient lieu de stratégie, de mode de gestion des positions dans le champ religieux actuel. Il n'est donc pas possible de lire les données de terrain sans tenir compte de ces éléments de réflexion, mais surtout sans faire le va-et-vient fructueux entre terrain et archives écrites, datées, même si elles sont parcellaires et intéressées (surveillance administrative).

Nous avons privilégié, dans notre exposé, la mise en perspective des problèmes pratiques, particulièrement les obstacles *a priori* incontournables d'une enquête de terrain de type qualitatif. Convenons, après avoir montré la nature de ces obstacles, que le chercheur peut progresser dans son investigation s'il tire parti de ces obstacles en leur donnant sens, c'est-à-dire en les recontextualisant du point de vue de l'enquêté. En fait, la lecture des données de terrain est d'abord un moyen de mettre à jour les représentations des acteurs et, comme sur l'objet précis évoqué ici, les modes de gestion des éléments constitutifs de trajectoires individuelles ou collectives.